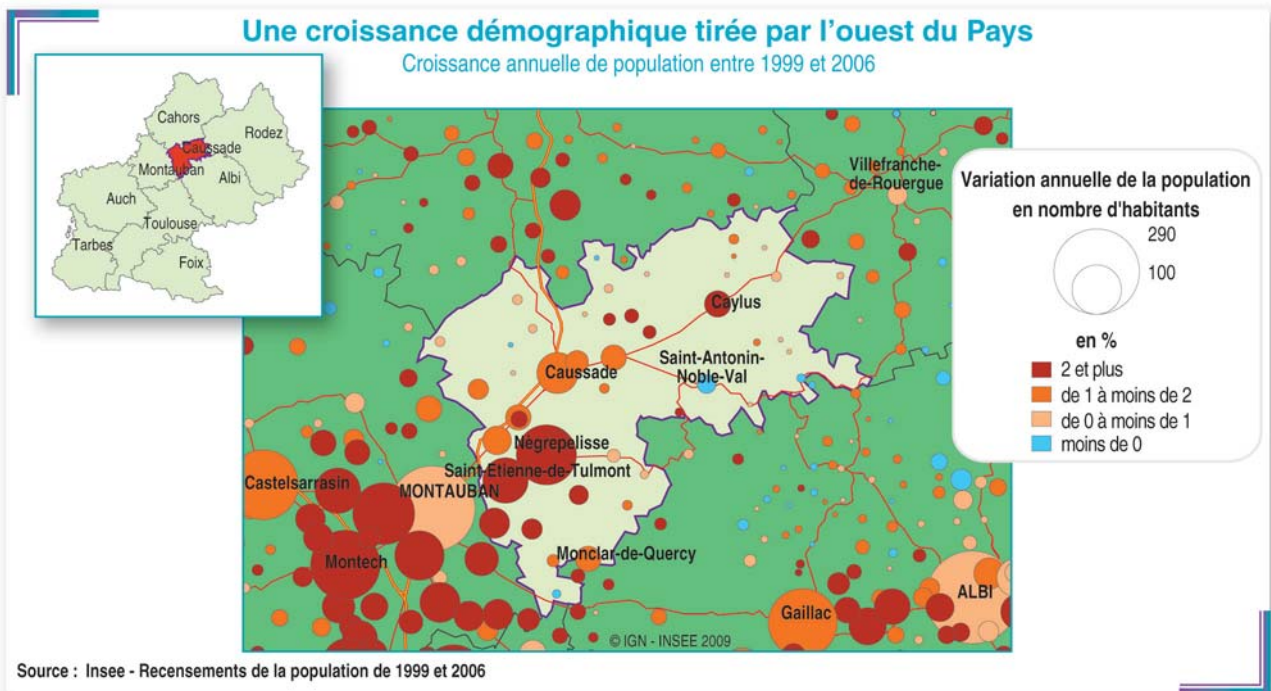




Pays Midi-Quercy

Des défis pour un territoire rural attractif

À l'extrémité est du Tarn-et-Garonne, le Pays Midi-Quercy est un territoire rural passant d'une économie agricole à une économie résidentielle. Le dynamisme de Montauban, tout proche, irrigue l'ouest du Pays. De nombreux ménages s'installent, la construction bat son plein et des emplois se créent. Mais la médaille a son revers : des besoins d'équipement apparaissent, de plus en plus d'actifs travaillent hors du Pays et la fracture entre l'est et l'ouest est marquée. La pauvreté reste présente et le chômage touche une population moins qualifiée qu'ailleurs. Entretenir le dynamisme de l'emploi constitue un défi pour l'avenir.



Christian Ratte

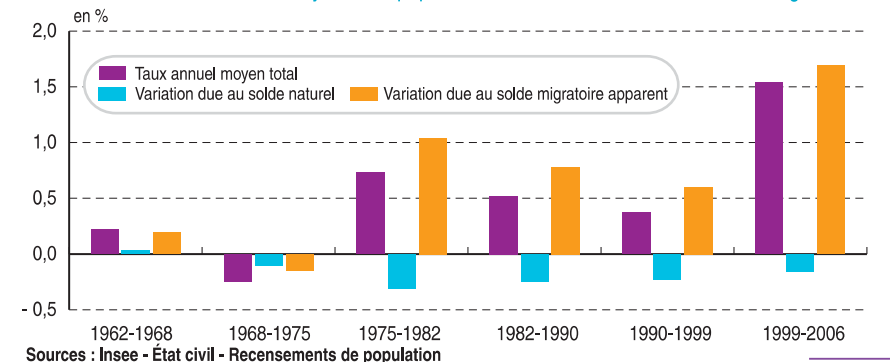
S'étendant de l'aire urbaine de Montauban jusqu'aux limites nord-est du Tarn-et-Garonne, le Pays Midi-Quercy est composé de 48 communes regroupées en quatre communautés de communes. En 2006 y résident 43 770 habitants. La place prépondérante qu'occupent les terres agricoles et les espaces naturels de la Vallée de l'Aveyron et des Causses du Quercy, comme la faible densité de population, attestent de son identité rurale. Pour autant, six communes du sud-ouest du Pays font partie intégrante de la couronne périurbaine de Montauban. Emblématiques des liaisons domicile-travail de plus en plus nourries entre le Pays et le pôle urbain de Montauban, elles ne sont cependant plus seules à y envoyer des actifs en nombre. En 2004 en effet, la communauté de communes (CC) Terrasses et Vallée de l'Aveyron, constituée autour de Nègrepelisse, et la CC Quercy-Vert, autour de Monclar-de-Quercy, envoient un salarié résidant sur deux travailler dans le pôle urbain de Montauban. L'est du territoire est en partie sous l'influence d'un autre pôle urbain, extérieur au département, Villefranche-de-Rouergue, mais davantage pour l'accès aux équipements que pour l'emploi. Le pôle d'emploi de Caussade et deux pôles de bassins de vie, Nègrepelisse et Saint-Antonin-Noble-Val, structurent quant à eux la vie au cœur du Pays, tant en termes d'accès aux équipements qu'à l'emploi.

Un dynamisme démographique qui s'amplifie

Depuis le milieu des années 1970, la croissance de la population du Pays Midi-Quercy est supérieure à celles de l'espace rural régional et de la moyenne de six pays de référence de configuration proche. Entre 1999 et 2006, ce regain démographique s'est encore amplifié, la population du Pays augmentant de 4 400 habitants sur la période, soit de 1,5 % par an. Si ce dynamisme est nettement plus élevé à l'ouest du Pays, il gagne désormais l'ensemble du territoire. Quelques communes perdent cependant des habitants, au premier rang desquelles Saint-Antonin-Noble-

Une croissance démographique due uniquement aux migrations

Taux de variation annuel moyen de la population dû au solde naturel et au solde migratoire



Val. A l'horizon 2030, si les comportements migratoires observés entre 1990 et 2006 se poursuivaient, la croissance démographique se prolongerait mais ralentirait.

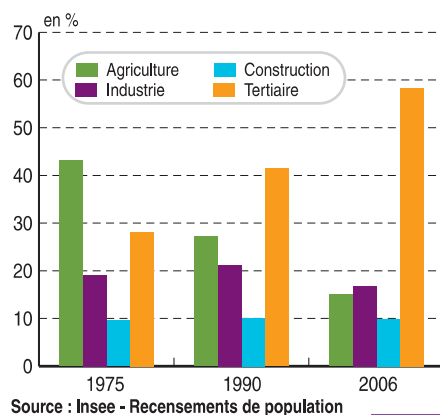
Le territoire bénéficie de nombreux apports de population. Mais les naissances restent moins nombreuses que les décès. Entre 2001 et 2006, 8 100 habitants se sont installés dans le Pays, soit 18 % de la population. Cet apport profite plus au Quercy-Vert, où 25 % de la population est ainsi renouvelée, qu'au Quercy-Caussadais où ce taux est de 16 %. Les nouveaux arrivants viennent pour la moitié d'entre eux du reste du département ou de la région, pour 10 % d'Île-de-France et pour 9 % de l'étranger, en particulier du Royaume-Uni. Plus d'un nouvel arrivant sur cinq vivait à Montauban cinq ans auparavant. Il s'agit surtout de jeunes ménages avec enfants, qui contribuent ainsi à rajeunir la population du Pays. Un tiers des habitants de 25 à 39 ans et un cinquième des enfants de 5 à 14 ans ne résidaient pas dans le Pays cinq ans auparavant. Les nouveaux arrivants sont actifs dans plus de deux cas sur trois et la population de cadres et de professions intermédiaires augmente, malgré une rotation importante. Mais le Pays perd des jeunes de 15 à 24 ans, qui partent poursuivre leurs études ou rechercher un premier emploi dans les villes : c'est là une caractéristique forte de tous les territoires ruraux. Les arrivées de retraités, qui représentent 17 % des migrants vers le Pays, ne sont guère plus nombreuses que dans l'espace rural régional.

Une croissance démographique à accompagner

Les nouveaux arrivants sont attirés par la qualité de vie, l'espace et un coût de l'immobilier et du foncier moindre qu'en ville. Les logements vacants sont peu nombreux dans l'ouest du Pays et le développement démographique s'appuie sur la construction de logements neufs. Depuis 1999, celle-ci s'est accélérée : 265 résidences principales ont été bâties en moyenne chaque année entre 1999 et 2003. Quatre résidences principales sur dix ont été construites depuis 1975 et même une sur deux dans les CC Terrasses et Vallée de l'Aveyron et du Quercy-Vert. La maîtrise de ce développement pavillonnaire constitue un enjeu pour le territoire en termes d'aménagement et d'impact paysager et architectural, voire de conflits d'usage avec l'activité agricole.

Le tertiaire, moteur de la croissance de l'emploi

Part de chaque secteur dans l'emploi



L'apport de population nouvelle nécessite également des équipements pour répondre à ses besoins. Globalement les équipements du Pays sont diversifiés et répartis sur l'ensemble du territoire, qu'il s'agisse d'équipements intermédiaires (supermarchés, collèges...) ou de proximité (boulangeries, écoles...). Mais, rapporté à une population en forte augmentation, le taux d'équipement reste inférieur à celui de l'ensemble du Pays dans la CC du Quercy-Vert et, dans une moindre mesure, dans la CC Terrasses et Vallée de l'Aveyron. Pour certains équipements de proximité ou de la gamme intermédiaire, comme pour les équipements les plus rares, ces communautés de communes dépendent de Montauban. Au-delà des questions d'habitat et d'équipement, l'ampleur de l'afflux de nouvelles populations soulève la question de l'intégration de populations aux modes de vie urbains dans un territoire à forte tradition rurale.

D'une économie agricole à une économie résidentielle

Le Pays a une vocation résidentielle de plus en plus marquée. Avec 19 100 actifs résidants pour 12 600 personnes qui ont un emploi sur place, il est très dépendant des territoires environnants, notamment de Montauban. Quatre actifs en emploi sur dix tra-

vailent ainsi en dehors du Pays, la commune de Montauban en attirant à elle seule 26 %. Ce phénomène s'amplifie : 57 % des nouveaux arrivants travaillent en dehors du Pays et 35 % à Montauban même.

Dans le Pays, l'emploi se développe depuis 1999. Un dynamisme nouveau s'affirme entre 1999 et 2006, porté par les services à la population. Il fait suite à une longue période de déclin économique, suivie d'une légère reprise dans les années 1990. Entre 1975 et 1990 en effet, la chute des emplois agricoles avait mis à mal l'économie du Pays, encore dominée par ce secteur au milieu des années soixante-dix. Les emplois industriels se sont mieux maintenus que dans la moyenne de l'espace rural régional, malgré la fermeture de PME dans l'habillement et la cimenterie. Désormais, plus de deux emplois sur trois sont au service de la population. Les emplois ayant le plus progressé sont ceux de la santé et de l'action sociale, dont le poids a doublé en 16 ans, ainsi que ceux des services de proximité. L'agriculture a perdu moins d'emplois sur la période récente que par le passé et représente encore 15 % des emplois du Pays en 2006 : ce poids est plus important que dans l'espace rural régional et dans les pays de référence (11 %). Les emplois dans le bâtiment y sont plus nombreux aussi.

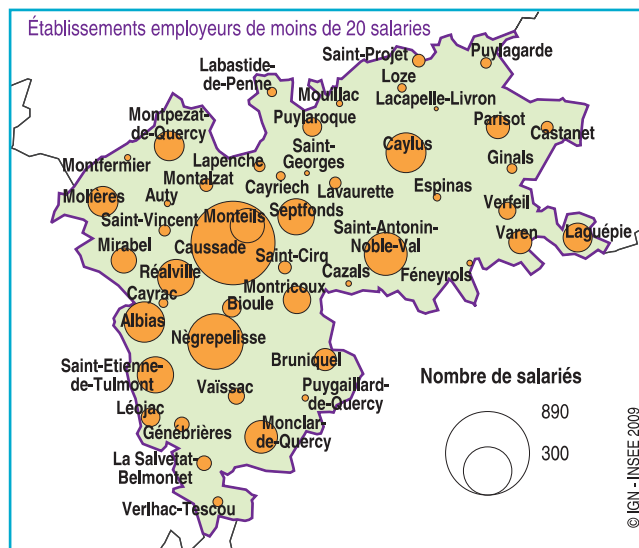
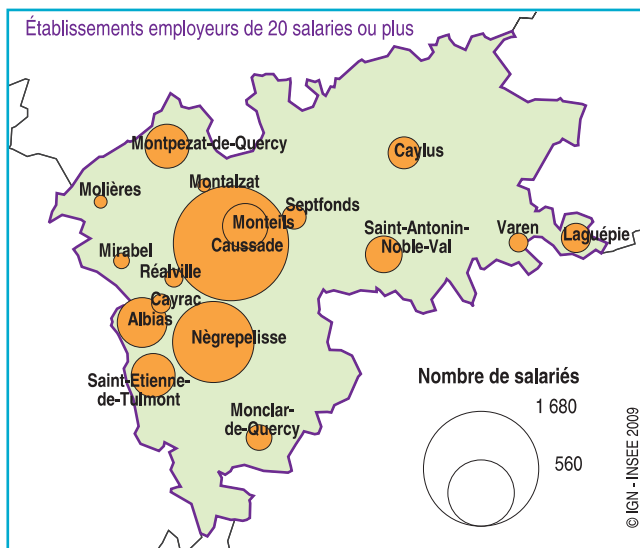
Ce n'est pas le cas des emplois industriels, même si quelques activités industrielles sont plus présentes que dans l'espace rural régional (composants électriques, industries mécaniques et habillement). Les industries agroalimentaires, notamment, n'occupent pas une place plus importante que dans les territoires comparables.

L'activité économique est, plus encore que dans l'espace rural régional, le fait de très petits établissements, de moins de 20 salariés (TPE), répartis sur tout le territoire : ils représentent 93 % des établissements employeurs et 47 % des emplois (contre 44 % dans l'espace rural régional). Quelques PME de plus grande taille sont installées principalement autour de Caussade et de Nègrepelisse, aucune ne dépassant 250 salariés. Comme dans le reste de l'espace rural régional, la moitié des TPE ont une activité dans les services, 20 % dans la construction comme dans le commerce et 10 % dans l'industrie. Les créations d'établissements sont dynamiques, particulièrement dans le commerce et les services aux particuliers. Par contre, le nombre de PME de plus de 20 salariés tend à se réduire sur le territoire.

Avec 12 % des emplois en 2006, l'économie sociale est un peu moins présente que dans l'espace rural

Une forte présence des très petites entreprises sur l'ensemble du territoire

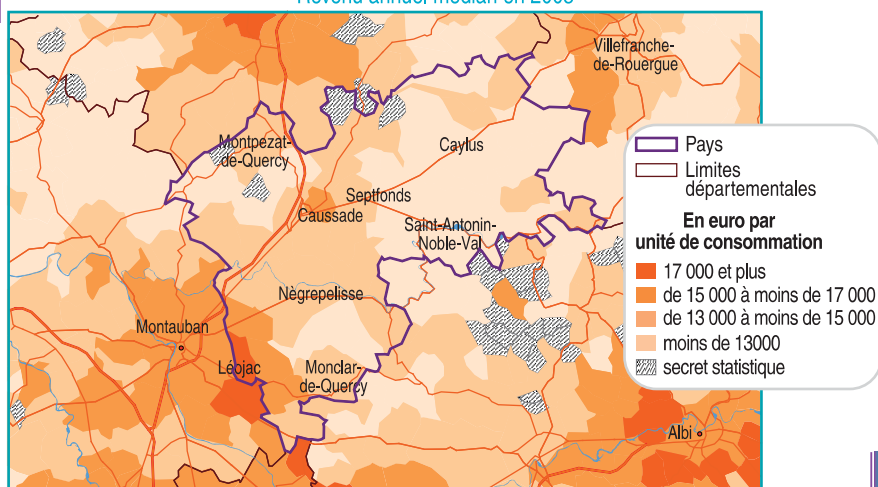
Répartition des effectifs salariés en fonction de la taille des établissements



Source : Insee - Clap 2006 hors Agriculture et Défense

Un revenu plus faible qu'ailleurs

Revenu annuel médian en 2005



Sources : Insee, DGI - Revenus fiscaux des ménages

régional (14 %). Les associations, particulièrement développées dans le secteur social, emploient 11 % des salariés du Pays.

Chômage et faibles revenus fragilisent le territoire

Les ménages ont en Midi-Quercy un revenu plus faible que dans l'espace rural régional et les disparités y sont plus fortes. En 2005, le revenu médian par unité de consommation est inférieur de 6 % à celui de l'espace rural régional. L'écart est plus important encore pour les revenus les plus bas : 23 % de la population de moins de 65 ans couverte par la Caisse d'allocations familiales (Caf) et la Mutualité sociale agricole (MSA) disposent de ressources inférieures au seuil de bas revenu, contre 19 % dans l'espace rural régional. Les ménages à bas revenu sont plus fréquemment qu'ailleurs des familles monoparentales et moins souvent des personnes isolées. Pour autant, le parc HLM n'est pas plus développé que dans l'espace rural régional et le parc locatif non HLM est plus réduit.

Le Pays Midi-Quercy est davantage touché par le chômage : en 2006, 10,7 % des actifs sont sans emploi, contre 9,8 % dans les pays de référence et dans l'espace rural régional. Le chômage touche les jeunes et les femmes de moins de 50 ans nette-

ment plus que dans les territoires de référence. Le chômage de longue durée est aussi plus répandu : près de 30 % des demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus d'un an, contre 25 % dans l'espace rural régional.

La population active résidant en Midi-Quercy est aussi moins diplômée et moins qualifiée que dans les territoires de référence. Les actifs diplômés de l'enseignement supérieur sont moins nombreux et 13 % n'ont aucun diplôme, contre 11 % dans l'espace rural régional. Malgré l'apport des nouveaux arrivants, les cadres et professions intellectuelles

supérieures sont moins nombreux qu'ailleurs, contrairement aux ouvriers. La faible qualification des actifs se reflète sur la situation des chômeurs : 15 % des demandeurs d'emploi n'ont pas de qualification, contre 9 % dans l'espace rural régional. L'enjeu de formation de la population non qualifiée du territoire, déjà bien identifié, reste fort.

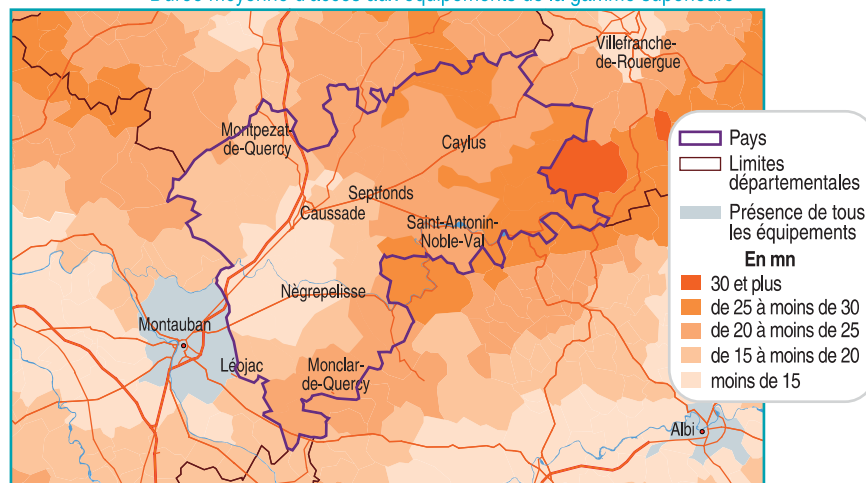
Fortes disparités entre l'est et l'ouest

Ces fragilités sont accentuées à l'est du territoire. Le chômage touche plus de 12 % des actifs dans la CC Quercy-Rouergue et des Gorges de l'Aveyron, constituée autour de St-Antonin-Noble-Val et Caylus, contre 10 % dans les CC Quercy-Vert et Terrasses et Vallée de l'Aveyron. Les plus démunis y sont proportionnellement plus nombreux : plus du quart des moins de 65 ans disposent d'un revenu inférieur au seuil de bas revenu (contre 16 % en Quercy-Vert).

L'accès à l'emploi des habitants de l'est du Pays est entravé par l'éloignement des pôles d'emploi et par la forte concentration de l'emploi à l'ouest. Le réseau routier structurant, la D926 qui relie Caussade à Villefranche-de-Rouergue et la D115 qui relie Laguëpie à Montauban, ainsi que la connexion de la commune de Lexos à la ligne TER Toulouse - Ville-

Les équipements rares sont éloignés pour les habitants du nord-est du Pays

Durée moyenne d'accès aux équipements de la gamme supérieure



Sources : Inra, Insee - BPE 2007

franche-de-Rouergue, ne suffisent pas à gommer cette difficulté d'accès à l'emploi. Ce qui est vrai pour l'emploi l'est aussi pour les équipements : les habitants de Saint-Antonin-Noble-Val sont à plus de 25 minutes des équipements de la gamme supérieure (hypermarché, lycée, hôpital, spécialités médicales...). Enfin la CC de Quercy-Rouergue et des Gorges de l'Aveyron reste beaucoup plus âgée : 35 % de sa population a plus de 60 ans contre 22 % près de Montauban. C'est presque deux fois plus que le nombre de moins de 20 ans. Elle est de plus attractive pour les retraités : un nouvel habitant sur quatre est un retraité (un sur six pour l'ensemble du Pays).

Entretenir le dynamisme de l'emploi

Le dynamisme de l'emploi est récent et encore très relatif. Il s'appuie beaucoup sur un tissu de TPE, davantage soumis aux difficultés de transmission ou de reprise. Même si

les artisans, commerçants, chefs d'entreprise et professions libérales sont moins âgés que dans l'espace rural régional, 36 % d'entre eux ont plus de 50 ans en 2006. Les PME de taille importante, en nombre limité, ne sont pas liées à des dynamiques de réseau ou de filière. L'accueil sur le territoire de services aux entreprises, aujourd'hui peu présents, pourrait faciliter de nouvelles implantations productives.

La mutation du territoire d'une économie agricole à une économie résidentielle n'est par ailleurs pas terminée. Des pistes de développement résident dans la consolidation des équipements de proximité et intermédiaires en réponse à l'afflux de population à l'ouest du territoire, mais aussi pour satisfaire les besoins à venir des personnes âgées. Car, malgré l'apport migratoire, le vieillissement de la population du Pays va s'accélérer. Même si en 2006 la population est légèrement plus jeune que celle de l'espace rural

régional, en 2030, 38 % de cette population aura plus de 60 ans (27 % en 2006), et 15 % aura plus de 75 ans (11 % en 2006).

Grâce à ses atouts touristiques (sites naturels de la vallée de l'Aveyron et des Causses du Quercy, châteaux et bastides) et à la proximité d'autres sites touristiques (vallée du Lot, bastides du Tarn et de l'Aveyron, Montauban, Albi, Toulouse), le Pays devrait pouvoir développer son activité de tourisme vert en coopération avec les territoires proches. Son ouverture sur l'axe autoroutier offre probablement encore des marges de manœuvre. En 2006, il dispose d'une capacité d'accueil de 19 000 lits, dont les trois quarts relèvent d'un hébergement non marchand, composé de résidences secondaires. L'hébergement marchand reste limité. Il repose majoritairement sur les campings (22 au total pour une capacité de 3 400 personnes). S'y ajoutent 270 gîtes et chambres d'hôtes, et 19 hôtels d'une capacité de 430 lits. La fréquentation touristique

Un diagnostic pour un territoire

Ce diagnostic de territoire a été réalisé dans le cadre d'un partenariat avec l'Adefpat et l'Insee Midi-Pyrénées, associant le Pays Midi-Quercy. Il vise à décrire les évolutions sociodémographiques et économiques à l'oeuvre, pour aider les acteurs locaux dans leurs décisions et les petites entreprises dans leur adaptation à ces mutations. L'étude met en perspective le Pays avec des zones de référence. Le Pays est comparé à l'espace rural de Midi-Pyrénées et à un ensemble de six pays des régions limitrophes, aux configurations proches : Monts et Lacs du Lévézou en Aveyron, Périgord noir en Dordogne, Uzège-Pont-du-Gard dans le Gard, Jeune-Loire et ses rivières en Haute-Loire, Combrailles dans le Puy-de-Dôme et Sidobre-Monts de Lacaune dans le Tarn.

Définitions

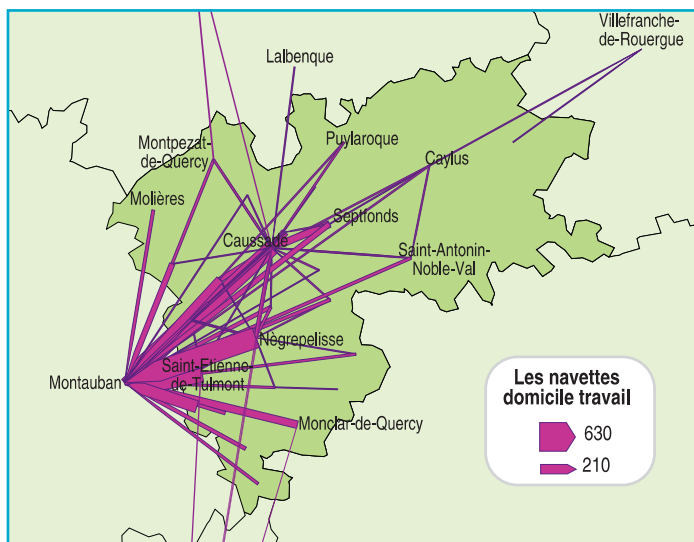
Population active : elle regroupe la population résidente qui occupe un emploi, où que soit cet emploi, et les chômeurs.

Revenu médian des ménages par unité de consommation : le revenu des ménages est le revenu déclaré par les contribuables sur la déclaration de revenus, avant abattement et redistribution. Il est calculé par unité de consommation afin de permettre des comparaisons entre territoires, indépendamment des différences de structure des ménages. Le revenu médian est le revenu qui sépare la population en deux groupes égaux : ainsi, un revenu mensuel médian de 1 000 € signifie que la moitié des ménages disposent d'un revenu inférieur à 1 000 € par unité de consommation, l'autre moitié d'un revenu supérieur.

Seuil de bas revenus : déterminé au niveau national, le seuil de bas revenus est fixé à 60 % du niveau de vie médian de l'ensemble de la population. Il est égal à 845 € par mois et par unité de consommation en 2006

Déplacements domicile-travail : la ruée vers l'ouest

Principaux mouvements domicile-travail en 2004



Sources : Insee - DADS 2004 - FPE 2004

des hébergements marchands, concentrée sur la saison d'été, repose pour une bonne part sur la clientèle étrangère. Celle-ci représente un tiers des nuitées en camping et privilégie les campings trois étoiles.

En 2006, les emplois liés au tourisme sont proportionnellement un peu moins nombreux que dans l'espace rural régional (2,6 % de l'ensemble des emplois salariés, contre 3,8 %). Leur développement constitue un enjeu économique pour l'est du territoire où sont localisés les principaux sites.

Des polarités et des coopérations à développer

La dynamique du Pays, fondée sur l'accueil de nouveaux arrivants, dont la majorité va travailler à l'extérieur

du territoire, pourrait s'enrayer avec le renchérissement du coût du carburant. En 2004, la moitié des salariés qui résident dans le Pays font plus de 16 km pour se rendre à leur travail, un sur quatre plus de 28 km. Ils utilisent leur voiture personnelle dans l'immense majorité des cas. Si les déplacements domicile-travail sont significatifs à l'intérieur du Pays, entre Nègrepelisse et Causse, ce sont bien les échanges avec Montauban, plus longs et beaucoup plus nombreux, qui pèsent le plus, et de loin, dans les distances domicile-travail parcourues. Le développement de transports collectifs adaptés (transports en commun, covoiturage...) aurait sa place en concertation avec l'agglomération montalbanaise.

Dans sa démarche vers un développement durable, le Pays a aussi

besoin de consolider son développement économique en recherchant des complémentarités avec l'agglomération de Montauban et en favorisant l'implantation et le développement de PME sur son territoire. L'enjeu pour le Pays est en effet de gagner en autonomie et de réduire le chômage. L'accès au très haut débit, qui pourrait aider à accompagner l'accueil et le développement d'activités mieux réparties sur le territoire, ne peut suffire. Le renforcement des polarités s'impose. La situation géographique favorable du pôle d'emploi de Causse, sur un axe autoroutier et ferroviaire important, constitue un atout et pourrait avoir un effet d'entraînement pour l'ensemble du Pays. La consolidation d'un pôle de service à l'est du territoire est aussi à rechercher pour améliorer la desserte des communes les plus éloignées et redynamiser cet espace. Elle relève des solidarités à développer entre l'ouest et l'est du Pays pour asseoir sa cohésion.

Pour en savoir plus

- « Population du Tarn-et-Garonne : La croissance démographique s'accélère », 6 Pages n° 122-82, novembre 2009.
- « Le Pays Midi-Quercy : un territoire attractif, à forte vocation touristique », 6 Pages n° 75, septembre 2004.
- « Pays Albigeois et des Bastides : une attractivité récente et à soutenir », 6 Pages n° 120, novembre 2009.
- le site du Pays www.midi-quercy.fr

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
DIRECTION RÉGIONALE
DE MIDI-PYRÉNÉES

Téléphone : 05 61 36 61 36
Télécopie : 05 61 36 62 00
Adresse : 36, rue des Trente-Six-Ponts
BP 94217
31054 TOULOUSE CEDEX 4

Directrice de la publication :
Magali Demotes-Mainard
Rédacteur en chef : **Bernard Nozières**
Maquettiste : **Évelyne De Mas**

Imprimeur : **Escourbiac**
Dépôt légal : décembre 2009
ISSN : 1262-442X
CPPAP : 183AD